

VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE Suisse et Liechtenstein

Une publication du SE de Berne
Semaine du 25 novembre 2024

Faits saillants

- **Le président de la BNS juge le niveau de fonds propres de la Banque insuffisamment élevés et avertit d'un retour à des taux d'intérêt négatifs**
- **Négociations UE-Suisse : Rencontre entre Ignazio Cassis et le Vice-président exécutif de la Commission européenne Maroš Šefčovič**
- **Mercosur : la Suisse serait le pays de l'AELE qui bénéficierait le plus d'un accord de libre-échange**

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 28/11	Var. vs 21/11
EUR/CHF	0,9318	0,2 %
USD/CHF	0,8847	0,1 %
SMI	11 710	1,0 %
Taux 10a	0,308 %	-10 pb

Macroéconomie

Croissance : Le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) a confirmé et précisé les résultats donnés par l'estimation provisoire du PIB il y a deux semaines, à savoir que la croissance économique de la Suisse s'est élevée à 0,2 % au 3^{ème} trimestre (en rythme trimestriel, corrigé des variations saisonnières et des événements sportifs) après 0,4 % au trimestre précédent. La croissance du secteur des services (en particulier du commerce) a été contrebalancée par une évolution négative de l'industrie qui traverse depuis plusieurs mois une période difficile (cf. [Veille économique et financière du 15 au 22 novembre](#)). Pour rappel, le FMI prévoit une croissance de 1,3 % cette année, comme en 2025, un rythme qui reste en-deçà de la croissance annuelle moyenne de long terme (1,7%).

BNS : Lors d'une conférence donnée devant un parterre d'économistes à Zurich le 22 novembre, Martin Schlegel, le nouveau président de la Banque Nationale Suisse (BNS) depuis début octobre, a fait part de ses préoccupations concernant le niveau jugé insuffisant des fonds propres de la Banque centrale, au regard des risques que représenterait son bilan. En effet, durant les années qui ont suivi la crise financière mondiale de 2008, les achats de devises ont eu pour effet secondaire majeur l'augmentation très marquée du bilan de la BNS, entraînant de fortes fluctuations de ses résultats annuels. Ainsi, en 2023, le bilan de la Banque s'élevait à 795 Mds CHF (soit presque autant que le PIB suisse), alors que les fonds propres n'atteignaient que 62,6 Mds, un niveau jugé inadéquat compte tenu des risques associés à la taille du bilan. Selon Martin Schlegel, l'accroissement des fonds propres doit donc avoir la priorité sur les distributions du bénéfice à la Confédération et aux cantons.

Lors de cette même conférence, Martin Schlegel s'est en outre exprimé sur l'évolution de l'inflation en Suisse, fortement influencée par l'évolution de la situation économique à l'étranger, les périodes de ralentissement économique au plan mondial ayant à maintes reprises été suivies de fortes baisses du taux d'inflation. Ainsi, dans un contexte de ralentissement économique en Europe (notamment en Allemagne et en France) et face aux pressions à la baisse sur l'inflation en Suisse (inflation à 0,6% en octobre), exacerbées par la force persistante du franc vis-à-vis de l'euro, la baisse du taux directeur de la BNS devrait se poursuivre et Martin Schlegel n'exclut pas qu'elle se retrouve assez rapidement (fin d'année 2025 possiblement) en territoire négatif. Lors de la prochaine réunion de politique monétaire le 19 décembre, il est pour le moment attendu une 4^{ème} baisse du principal taux directeur, à 0,75%.

Secteurs non financiers

Négociations UE-Suisse : A un mois de la fin de l'année, terme originellement fixé pour finaliser les négociations entre l'Union européenne et la Suisse, le Conseiller fédéral aux affaires étrangères, Ignazio Cassis, a accueilli cette semaine à Berne le Vice-président exécutif de la Commission européenne Maroš Šefčovič. L'échange a permis de dresser un bilan politique des négociations entre les deux parties et de discuter des prochaines étapes (cf. [communiqué](#)). Sur les points restant en suspens, de plus en plus de signes indiquent que la Commission européenne serait disposée à faire des concessions sur la question de la libre circulation des personnes : Berne a ainsi laissé entendre qu'une clause de sauvegarde spécifique, assortie d'un tribunal d'arbitrage, pourrait être envisagée par l'UE. En revanche, la problématique de la contribution suisse (et de son montant) à la cohésion au sein de l'UE reste en débat tout comme le point relatif à un accord sur l'électricité.

Mercosur : Alors que les pays de l'AELE (Association européenne de libre-échange, dont les membres sont la Suisse, la Norvège, le Liechtenstein et l'Islande) et ceux du Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay et Paraguay) avaient conclu des négociations pour un accord de libre-échange (ALE) en 2019, la signature d'un tel accord est suspendue depuis cette date, dans l'attente avant tout des conclusions des discussions entre l'UE et les pays du Mercosur, où un accord s'apprête à être signé début décembre, en dépit de l'opposition de la France et d'autres pays (Pologne en particulier). Si aucun document de travail sur un ALE entre l'AELE et le Mercosur n'a à ce stade été publié, l'examen juridique du texte étant encore en cours, la signature d'un tel accord serait, selon les associations professionnelles concernées, peu préjudiciable pour l'agriculture suisse, à l'exception pour le secteur viticole. Au sein de l'AELE, la Suisse serait en effet le pays qui bénéficierait le plus d'un ALE avec le Mercosur. En particulier, en 2023, les importations et exportations depuis et vers les pays du Mercosur s'élevaient à 4,4 Mds EUR avec une balance commerciale favorable à la Suisse (contre 2,7 Mds pour la Norvège et 224 M pour l'Islande). L'entrée en vigueur de cet accord pourrait permettre à 95% des exportations suisses dans cette région de bénéficier de taxes réduites.

Coûts de la santé : A l'occasion de la votation populaire du 24 novembre, les citoyens suisses se sont prononcés en faveur de la réforme du financement uniforme des prestations de santé réforme (EFAS), suivant ainsi la recommandation du Conseil fédéral (cf. [Veille économique et financière du 11 au 18 octobre](#)). 53,3% des électeurs ont ainsi voté pour, ce qui devrait permettre des économies et freiner la croissance des primes de l'assurance de base, dans un contexte où les coûts de la santé sont amenés à continuer à croître du fait du vieillissement de la population. Le centre de recherches conjoncturelles KOF a notamment précisé quelques jours avant la votation que les dépenses de santé devraient franchir le seuil des 100 Mds CHF en 2025, soit 12,1% du PIB en 2025 contre 9,1% en 2000.

A noter que les trois autres votations soumises aux électeurs, ce même 24 novembre, ont été rejetées, signe d'une baisse de la confiance envers le Conseil fédéral (il s'agissait des votations sur l'extension des autoroutes et de deux projets sur le droit du bail).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international>

Responsable de la publication : Gilles BORDES, chef du Service économique de Berne

Rédaction : Julie MURO, Martin ALBOUY

Abonnez-vous : berne@dgtresor.gouv.fr

Clause de non-responsabilité : le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Crédits visuels : Pixabay